

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES FINANCES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF FINANCE



PROJET DE PLAN DE TRESORERIE A ANNEXER AU
PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2020

1. Contexte

En 2019, l'économie mondiale connaît pour la deuxième année consécutive un ralentissement de sa croissance. Dans l'édition d'octobre 2019 de Perspectives Economiques Mondiales, le Fonds Monétaire International estime cette croissance à 3,0% en 2019, après 3,6% en 2018.

En 2020, la croissance mondiale devrait s'améliorer légèrement pour atteindre 3,4%, grâce principalement à une amélioration attendue des résultats économiques dans un certain nombre de pays émergents soumis à des tensions macroéconomiques.

Dans la CEMAC, la reprise se poursuit, tirée par la remontée des cours des produits de base et du pétrole brut en particulier, la résilience des secteurs des services et la reprise du secteur agricole, notamment dans les économies moins dépendantes des secteurs extractifs (pétrole et mines). Le FMI estime la croissance à 2,5% en 2019 contre 1,7% en 2018. Elle est projetée à 3% en 2020.

Malgré un contexte marqué par le ralentissement de l'économie mondiale en 2019, l'économie camerounaise enregistre un taux de croissance estimé à 4,0% après 4,1% en 2018. Cette régression est due à : (i) la pression des dépenses sécuritaires due à l'incertitude du conflit sécessionniste dans les régions anglophones ; (ii) la volatilité persistante des prix des produits de base et, (iii) les BTP, avec un ralentissement des chantiers de la CAN.

C'est dans ce contexte particulier qu'a été exécuté le budget de l'exercice 2019 qui a connu un certain nombre de difficultés liées à la mobilisation des recettes, particulièrement dans les régions affectées par la crise et au financement de la sécurité qui demande d'énormes moyens financiers.

Aussi, l'incendie survenu à la Société Nationale de Raffinage (SONARA) n'a pas manqué d'impacter significativement la trésorerie de l'Etat dans la mesure où l'Etat a été obligé de se substituer à cette entreprise pour assurer le remboursement des dettes qu'il a garanties.

2. Enjeux et défis

Le budget prévisionnel de l'exercice 2020 s'équilibre en ressources et en emplois à la somme de FCFA 4953,50 milliards de FCFA. Pour assurer la bonne exécution dudit budget et des autres opérations de trésorerie, un plan de trésorerie est généralement constitué. En tant qu'outil prévisionnel, il permet de déterminer à tout moment le solde prévisionnel de trésorerie et d'identifier les périodes liées aux besoins ou à l'excédent de trésorerie. Il est par conséquent un outil d'anticipation qui permet au Trésor Public de visualiser à l'avance s'il sera en mesure

de faire face à un décaissement programmé à une date donnée ou à défaut d'anticiper sur le mode de financement adapté pour combler le gap de trésorerie.

Le plan de trésorerie est élaboré par le Ministère des Finances avec la collaboration de plusieurs administrations. Outre celles dudit Ministère (Direction Générale des Impôts, Direction Générale des Douanes, Direction Générale du Budget, Direction Générale du Trésor) qui produisent les informations sur les projections mensualisées des recettes fiscales et non fiscales ainsi que des dépenses de fonctionnement, le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) fournit le profil prévisionnel d'engagement des dépenses en capital, la Caisse Autonome d'Amortissement produit le calendrier d'amortissement de l'ensemble de la dette publique et de décaissement des ressources afférentes aux projets et la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) fournit les informations sur le profil prévisionnel d'encaissement du solde de la redevance pétrolière.

Cependant, l'opérationnalisation du Plan de Trésorerie pour l'exercice 2020 fait face à quelques enjeux majeurs qui pourraient empêcher d'atteindre l'objectif visé. Il s'agit notamment de la persistance des tensions sécuritaires dans plusieurs régions du pays qui pourraient exiger la mobilisation des moyens plus importants. Par ailleurs, le niveau des ressources attendues dans le cadre du Programme Economique et Financier devrait également connaître une baisse subséquente.

Toutefois, avec les avancées que ledit programme a permis d'obtenir, notamment en termes de restauration de l'équilibre financier de l'Etat, le présent budget devrait connaître une bonne exécution si les facteurs conjoncturels non maîtrisables n'impactent pas les projections de ressources.

3. Méthodologie

L'élaboration de la programmation mensuelle s'est faite de manière progressive en ressources et en charges par les différentes administrations concernées. Ensuite, la consolidation s'est faite sur la base des projections des différentes administrations.

3.1. Prévion des ressources

La prévion des ressources pétrolières se fait sur la base des cours mondiaux du pétrole brut et du gaz.

Pour ce qui est des recettes fiscales, la prévion tient compte de l'évolution des différents encaissements au titre des exercices antérieurs, des dates légales d'encaissements de certains impôts (il s'agit notamment de l'IS pétrolier) et de la saisonnalité des activités d'importations et d'exportations.

La prévision des financements a été réalisée en fonction des différentes catégories. Au niveau des financements extérieurs, les appuis budgétaires sont encaissés en fonction des revues concluantes du programme économique et financier. Pour cette raison, leur encaissement est entièrement décalé en fin d'année afin de se prémunir contre les incertitudes y relatif. Pour ce qui est des dons projets et des autres financements extérieurs, leur projection n'est pas intégrée dans le plan de trésorerie mensualisé qui ne tient compte que des opérations transitant dans le compte unique du Trésor. En effet, il s'agit des opérations d'ordre qui ne transitent pas dans le compte unique du Trésor, dans la mesure où les décaissements sont directement effectués au profit des projets concernés.

Pour ce qui est du financement intérieur dont l'essentiel est constitué des émissions de titres publics, le calendrier a été produit en tenant compte de deux principaux facteurs à savoir le financement des déficits temporels de trésorerie et la nécessité d'animer le marché de la dette domestique pour assurer son développement.

3.2.Prévision des dépenses

Les dépenses comprennent les dépenses courantes, les dépenses en capital et le service de la dette.

La prévision des dépenses courantes tient compte de l'évolution de la masse salariale, des dépenses sur biens et services et de la saisonnalité (trimestrialité) des transferts et subventions à verser aux entreprises publiques.

Les projections mensuelles de décaissements des dépenses de capital au cours de l'exercice 2020 s'appuient sur un certain nombre d'orientations sur l'élaboration et des contraintes qui encadrent généralement l'exécution du BIP 2020. Un accent particulier est mis sur la finalisation des projets en vue de l'organisation du Championnat d'Afrique des Nations (CHAN) 2020 et de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2021, la mise en service des grands projets de première génération, le parachèvement du Plan d'Urgence Triennal pour l'accélération de la croissance (PLANUT). En somme, la priorité dans le cadre BIP 2020 est accordée à la poursuite ou au parachèvement des projets déjà entamés au cours des exercices précédents ; ce qui donne plus de temps à l'exécution avec moins de contraintes sur la contractualisation.

Les prévisions du service de la dette tiennent compte des échéances des différents prêts accordés par les institutions nationales et internationales à l'Etat du Cameroun.

3.3. Financement intérieur en 2020

Au cours de l'exercice 2020, il est attendu des décaissements de l'ordre de 350 milliards de FCFA, dont 320 milliards de FCFA à travers les émissions de titres publics et 30 milliards de FCFA auprès des banques locales, suivants les termes ci-après :

Termes indicatifs de l'endettement public intérieur pour l'année 2020, base décaissement

Instruments de dette	Maturité (an)	Période de Grace (an)	Poids	Montant (en milliards FCFA)
BTA	1	0	28,6%	100
OTA/OT	2-7	1-3	62,9%	220
Emprunt bancaire	10	3	8,6%	30
Total			100%	350

Source : CNDP

4. Analyse des résultats

Le Plan de Trésorerie 2020 reflète les prévisions d'exécutions des opérations financières de l'Etat en trésorerie et destiné à une publication mensuelle afin de suivre au plus près les évolutions de la trésorerie publique.

Le niveau des ressources projetées pour ledit exercice se chiffre à FCFA 4 951,70 milliards, dont FCFA 443 milliards de recettes pétrolières, FCFA 3 174,2 milliards de recettes non pétrolières, FCFA 102 milliards de dons et de FCFA 1 232,5 milliards de financement.

L'exécution estimée des ressources base caisse, c'est-à-dire celles transitant dans le compte unique du Trésor, est de FCFA 3303,7 milliards au 31 décembre 2020 du fait du montant important des opérations d'ordre (financement extérieurs directement décaissés au profit des projets et autres dépenses sensibles directement exécutées par les ressources pétrolières). Ces opérations sont estimées à FCFA 1 815,9 milliards.

L'exécution estimée desdites dépenses réglées à travers le compte unique du Trésor est de FCFA 3 364,6 milliards en fin d'exercice du fait des opérations d'ordre et interventions directes sus citées.

Pour assurer une gestion active de la trésorerie, des titres publics d'un montant de 150 milliards de FCFA seront émis. Ceux-ci pourront générer une charge supplémentaire de FCFA 3,22 milliards de FCFA.

ANNEXE 1 : PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNEL 2020

A-RECETTES

	LF 2020	OD, ID	janv-20	févr-20	mar-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20	Total
1.Total ressources	4 951,70	1 815,78	234,60	231,61	328,80	302,70	267,51	265,70	279,34	229,37	272,58	275,93	248,82	366,74	3 303,70
1.1.Recettes pétrolières	443,00	140,00	15,83	15,83	15,83	53,83	15,83	15,83	53,83	15,83	15,83	53,83	15,83	15,83	304,00
1.1.1.Redevance SNH	329,00	140,00	15,83	15,83	15,83	15,83	15,83	15,83	15,83	15,83	15,83	15,83	15,83	15,83	190,00
1.1.2.Impôts sur les sociétés pétrolières	114,00	0,00				38,00			38,00			38,00			114,00
1.2.Recettes non pétrolières	3 174,20	776,78	189,18	175,90	283,51	198,99	191,74	200,12	195,92	193,66	186,87	192,38	193,36	195,78	2 397,42
1.2.1.Recettes fiscales	2 962,20	647,50	184,89	171,79	279,21	193,96	184,13	184,28	185,35	182,08	181,35	187,93	189,06	190,65	2 314,70
1.2.1.1.Impôts et taxes	2 103,00	463,00	132,79	121,69	222,51	138,36	127,93	127,08	127,45	123,58	126,55	128,73	129,56	133,75	1 640,00
1.2.1.2.Recettes douanières	859,20	184,50	52,10	50,10	56,70	55,60	56,20	57,20	57,90	58,50	54,80	59,20	59,50	56,90	674,70
1.2.2.Recettes non fiscales	212,00	129,28	4,28	4,11	4,30	5,03	7,61	15,84	10,57	11,58	5,52	4,45	4,30	5,13	82,72
1.3.Dons	102,00	102,00													0,00
1.4.Financement	1 232,50	797,00	29,59	39,88	29,46	49,88	59,94	49,75	29,59	19,88	69,88	29,71	39,62	155,12	602,28
1.4.1.Prêts projet	767,00	767,00													0,00
1.4.2.Appuis budgétaires	115,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115,50	115,50
1.4.2.1.FMI	44,00	0,00												44,00	44,00
1.4.2.2.UE	16,00	0,00												16,00	16,00
1.4.2.3.AFD		0,00													0,00
1.4.2.4.BM	55,50	0,00												55,50	55,50
1.4.2.5.BAD		0,00													0,00
1.4.3.Emission des titres	320,00	0,00	29,59	39,88	29,46	49,88	59,94	49,75	29,59	19,88	69,88	29,71	39,62	39,62	486,78
1.4.3.1.Emission des BTA	120,00	0,00	29,59	19,88	29,46	19,88	9,94	19,75	29,59	19,88	19,88	9,71	39,62	39,62	286,78
1.4.3.2.Emission des OT et OTA	200,00	0,00	0,00	20,00	0,00	30,00	50,00	30,00	0,00	0,00	50,00	20,00	0,00	0,00	200,00
1.4.3.3.Financement bancaire	30,00	30,00													0,00
1.4.3.4.Autres emprunts															0,00

B-DEPENSES

2.Dépenses totales	4 951,73	1 740,92	276,39	229,56	280,12	309,94	277,95	253,31	294,77	219,75	287,16	299,23	270,10	366,32	3 364,60
2.1.Dépenses courantes	2 443,50	707,89	116,50	123,83	145,21	142,86	150,85	143,80	148,42	137,67	136,56	131,10	139,00	219,81	1 735,61
2.1.1.Dépenses de personnel	1 066,10	127,33	76,60	76,59	76,59	76,59	76,59	76,59	76,59	76,59	76,59	76,59	76,60	96,24	938,77
2.1.1.1.Salaires	1 010,10	121,04	74,10	74,09	74,09	74,09	74,09	74,09	74,09	74,09	74,09	74,09	74,10	74,10	889,06
2.1.1.2. Autres Dépenses Personnel	56,00	6,30	2,51	2,51	2,51	2,51	2,51	2,51	2,51	2,51	2,51	2,51	2,51	22,15	49,70
2.1.2.Achats de biens et services	780,00	469,46	5,52	11,71	29,71	26,16	34,47	28,53	30,84	23,36	19,28	14,68	24,48	61,80	310,54
2.1.3. Transferts et subventions	597,40	111,10	34,37	35,53	38,90	40,11	39,79	38,68	40,99	37,71	40,69	39,83	37,92	61,76	486,31
2.1.3.1. Pensions	222,70	36,40	15,52	15,52	15,52	15,52	15,52	15,52	15,52	15,52	15,52	15,52	15,52	15,52	186,30
2.1.3.2. Subventions	267,27	53,48	17,82	17,82	17,82	17,82	17,82	17,82	17,82	17,82	17,82	17,82	17,82	17,82	213,79
2.1.3.3. Autres transferts à verser	107,43	21,22	1,03	2,19	5,56	6,77	6,45	5,34	7,65	4,37	7,35	6,49	4,58	28,42	86,22
2.1.4. Financement net Correspondants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2.2.Dépenses de capital	1 496,30	1 029,82	7,28	22,99	35,91	32,45	37,06	53,36	41,08	22,55	64,22	37,05	61,23	51,31	466,48
2.2.1.Dépenses s/financements exter.	796,00	796,00													0,00
2.2.2.Dépenses s/ressources internes	423,10	184,62	3,28	11,12	21,68	15,32	15,56	17,60	19,28	14,08	26,08	15,28	36,88	42,32	238,48
2.2.3.Fonds de contrepartie	97,30	19,22	0,00	2,49	4,25	4,33	7,38	11,32	12,20	2,41	12,92	8,35	8,59	3,85	78,08
2.2.4.Dépenses Réhabilitation/Restruct	15,90	3,18	0,00	0,00	0,96	0,88	0,00	0,96	2,00	0,00	2,08	2,56	2,08	1,20	12,72
2.2.4.Dépenses de Participion	30,00	0,00		2,50	1,10		2,60	3,40	1,20	1,50	8,50	1,90	5,60	1,70	30,00
2.2.5.CAN	72,00	14,40	4,00	4,00	4,00	8,00	8,80	8,80	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	0,00	57,60
2.2.6.PLANUIT	62,00	12,40	0,00	2,88	3,92	3,92	2,72	11,28	2,40	0,56	10,64	4,96	4,08	2,24	49,60
2.3. Service de la Dette	1 011,92	3,22	152,61	82,74	99,00	134,62	90,04	56,16	105,27	59,54	86,38	131,08	69,87	95,20	1 162,50
2.3.1.Service de la dette extérieure	472,20	0,00	54,29	16,58	56,82	58,36	20,33	26,95	55,87	16,11	39,65	77,44	19,69	30,12	472,20
2.3.2.1.Principal-Int. (non négociables)	434,28		54,29	16,58	37,86	58,36	20,33	26,95	55,87	16,11	39,65	58,48	19,69	30,12	434,28
2.3.2.1.Eurobonds	37,92				18,96							18,96			37,92
2.3.2.Service de la dette intérieure	395,72	3,22	60,65	36,49	34,51	68,60	62,04	21,55	41,73	35,76	39,06	45,97	42,51	57,41	546,30
2.3.2.1.Principal-Int. (non négociables)	158,37	0,00	11,74	17,03	15,60	19,68	7,50	8,60	12,82	16,85	10,15	16,31	13,60	8,50	158,37
2.3.2.2.ECMR (OT)	106,99	0,00	8,92	8,92	8,92	8,92	8,92	8,92	8,92	8,92	8,92	8,92	8,92	8,92	106,99
2.3.2.2.1.Intérêts	15,74	0,00	1,31	1,31	1,31	1,31	1,31	1,31	1,31	1,31	1,31	1,31	1,31	1,31	15,74
2.3.2.2.2.Principal	91,25	0,00	7,60	7,60	7,60	7,60	7,60	7,60	7,60	7,60	7,60	7,60	7,60	7,60	91,25
2.3.2.3.OTA	10,95	0,00	0,00	0,55	0,00	0,00	5,62	4,03	0,00	0,00	0,00	0,74	0,00	0,00	10,95
2.3.2.3.1.Intérêts	10,95	0,00		0,55			5,62	4,03				0,74			10,95
2.3.2.3.2.Principal	0,00	0,00													0,00
2.3.2.2.BTA	119,42	3,22	40,00	10,00	10,00	40,00	40,00	0,00	20,00	10,00	20,00	20,00	20,00	40,00	270,00
2.3.3.Arriérés	144,00	0,00	37,67	29,67	7,67	7,67	7,67	7,67	7,67	7,67	7,67	7,67	7,67	7,67	144,00
2.3.3.1.Crédits de TVA	72,00	0,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	72,00
2.3.3.1.Restes à payer Trésor	52,00	0,00	30,00	22,00											52,00
2.3.3.1.Autres arriérés	20,00	0,00	1,67	1,67	1,67	1,67	1,67	1,67	1,67	1,67	1,67	1,67	1,67	1,67	20,00
Capacité (+)/besoin de financement (-)			-41,79	2,05	48,68	-7,23	-10,44	12,39	-15,43	9,62	-14,59	-23,30	-21,28	0,42	-60,90
Balance d'entrée			65,00	23,21	25,27	73,95	66,71	56,27	68,66	53,23	62,85	48,26	24,96	3,68	65,00
Balance de sortie			23,21	25,27	73,95	66,71	56,27	68,66	53,23	62,85	48,26	24,96	3,68	4,10	4,10

ANNEXE 2

Structure des taux d'intérêts des bons du Trésor assimilables

TIMP BTA-13 semaines	2,45%
TIMP BTA-26 semaines	2,50%
TIMP BTA-52 semaines	2,85%

Calendrier des émissions de titres publics

Emissions BTA	30,00	20,00	30,00	20,00	10,00	20,00	30,00	20,00	20,00	10,00	40,00	40,00	290,00
13 semaines	20,00	20,00		20,00	10,00		20,00	20,00	20,00		20,00	20,00	170,00
26 semaines			20,00			20,00					20,00	20,00	80,00
52 semaines	10,00		10,00		0,00	0,00	10,00			10,00			40,00

Intérêts précomptés	0,41	0,12	0,54	0,12	0,06	0,25	0,41	0,12	0,12	0,29	0,38	0,38	3,22
---------------------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

Emissions OTA	0,00	20,00	0,00	30,00	50,00	30,00	0,00	0,00	50,00	20,00	0,00	0,00	200,00
2 ans		20,00								20,00			40,00
3 ans				30,00									30,00
5 ans					50,00				50,00				100,00
7 ans						30,00							30,00